

(N° 215.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1924-1925

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE FÉVRIER 1925

FEUILLETON AU 10 MARS 1925

PÉTITIONS EXAMINÉES PAR LA COMMISSION.

Numéros
du
feuilleton. Numéros
du registre des
pétitions.

1. 2963. Par pétition datée de Bruxelles, le 28 janvier 1925,
 2970. Le Président de la Faculté de Médecine de l'Université
 2974. libre de Bruxelles demande que la vivisection ne puisse
 2978. être interdite dans l'intérêt de la science.
 3001. Même pétition des sieurs Dewaele, doyen de la faculté de médecine de l'Université de Gand, D'Hollander, secrétaire de la faculté de médecine de l'Université de Louvain, Pelseneer, secrétaire perpétuel de l'Académie royale de Belgique (classes des sciences); Gratia, au nom du Conseil académique de l'École de médecine vétérinaire de l'État, à Cureghem.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

2. 2966. Par pétition sans date,
 La dame Hélène Bisschop-David, à Aix-la-Chapelle, demande le vote d'une loi interprétative, en vertu de laquelle le recouvrement de la qualité de Belge entraînerait pour les femmes mariées la levée de plein-droit du séquestre.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

Numéros
du
feuilletton. Numéros
du registre des
pétitions.

3. 2967. Par pétition, datée le 15 janvier 1925,
 Les sieurs Levèque et Doornaert, secrétaires de la Fédération Nationale des déportés de Belgique, sollicitent l'appui du Parlement pour voir aboutir certaines de leurs revendications.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.*
4. 2968. Par pétition datée de Visé, le 25 janvier 1925,
 Les président et secrétaire de la section de Visé et environs de la Fédération Nationale des Combattants, à Visé, demandent le retrait de l'arrêté royal du 16 décembre 1924 qui n'accorde plus le bénéfice de la loi du 3 août 1919 aux anciens combattants pour l'octroi de certains emplois publics.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.*
5. 2972. Par pétition datée d'Anvers, le 5 février 1925,
 Le sieur Verschuren, commis-rédacteur à l'administration des Ponts et Chaussées, entré, comme temporaire en 1914 et nommé définitivement en 1919, demande qu'on lui accorde le bénéfice de la rétroactivité correspondant à l'ancienneté qu'il aurait acquise sans les événements de guerre.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.*
6. 2977. Par pétition de Mont Haut-Fays, sans date,
 Le sieur Théophile Jacques, à Haut-Fays, sollicite l'intervention de la Chambre dans une affaire judiciaire.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
7. 2980. Par pétition datée de Sars-la-Bruyère, le 7 février 1925,
 Le conseil communal de Sars-la-Bruyère sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir la mise en service de voitures-automotrices sur la ligne vicinale Eugies-Aulnois.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.*

**Numéros
du
feuilleton.** **Numéros
du registre des
pétitions.**

8. 2984. Par pétition datée d'Anvers, le 7 février 1925,

Le sieur Gillard, Victor, major honoraire de gendarmerie, transmet à la Chambre un certain nombre de pétitions de gendarmes en activité ou à la retraite et de veuves de gendarmes qui demandent la révision de la loi du 25 août 1920 réglant la dotation des anciens combattants.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale*

9. 2982. Par pétition, datée de Mons, le 22 février 1925,

Le sieur Scampaert, François, à Mons, demande l'élargissement de son père interné à l'asile d'aliénés de Tournai.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

10. 2985. Par pétition de Liège, sans date,

Le sieur Debarsy, au nom d'agents temporaires de l'État, anciens combattants et invalides, demande le relèvement du taux des traitements de cette catégorie d'employés.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre des Finances.*

11. 2986. Par pétition datée de Borgerhout-Anvers, le 4 février 1925,

Le sieur Mondelaers, à Borgerhout-Anvers, demande que les anciens combattants soient assimilés aux invalides en ce qui concerne le régime du traitement de fin de carrière.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre des Finances.*

12. 2987. Par pétition datée de Gand, le 12 février 1925,

Le sieur Nolf, Maurice, commis-rédacteur à l'administration des Ponts et Chaussées, à Gand, demande que la pension pour ancienneté accordée pour service militaire puisse être cumulée intégralement avec un traitement de l'État, lorsque l'intéressé s'est trouvé dans l'obligation d'abandonner sa carrière militaire par suite de blessures de guerre.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre des Finances.*

**Numéros
du
feuilleton.** **Numéros
du registre des
pétitions.**

43. 2989. Par pétition datée de Liège, le 18 février 1923,
 Le sieur De Pauw, secrétaire du comité d'arrondissement de Liège de la Fédération Nationale des militaires mutilés et invalides de la guerre demandent :
 1^o le retrait de l'Arrêté Royal du 16 décembre 1924 qui n'accorde plus le bénéfice de la loi du 3 août 1919 aux anciens combattants pour l'octroi de certains emplois publics ;
 2^o la représentation du comité national des invalides de la guerre au sein de la Commission administrative de la Caisse Nationale des pensions.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.*
14. 2991. Par pétition datée de Alle s/Semois, le 23 février 1925,
 Le sieur Baudouin, Ernest, Gaston, invalide de guerre, à Alle s/Semois, se plaint du degré d'invalidité que la commission lui a attribué.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale.*
15. 2993. Par pétition datée de Bruxelles, le 20 février 1925,
 Les sieurs Desorgher et Verbruggen, respectivement président et secrétaire de la fédération nationale des pensionnés de l'État à Bruxelles, demandent de hâter le dépôt et le vote d'un projet de loi relatif à la péréquation des pensions.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre des Finances.*
- 16 2997. Par pétition de Bruxelles, sans date,
 Le sieur Donnay, à Bruxelles, demande le relèvement du taux des pensions des descendants, veuves et descendants de soldats tombés pendant la guerre.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale.*
17. 3000. Par pétition datée de Heyst-s/Mer, le 23 février 1925,
 3002. Le conseil communal de Heyst-s/Mer demande que les boulangeries établies au littoral puissent bénéficier de la disposition finale de l'article 8 de la loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit

Numéros
du
enilleton. Numéros
du registre des
pétitions.

heures, pendant la période allant du 1^{er} mai au 31 octobre, cette profession étant, dans ses localités, soumise à l'influence des saisons.

Même pétition des conseils communaux de Blankenberghe, Middelkerke, Breedene, Knocke-s/Mer, Nieuport et La Panne.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.*

18. 3003. Par pétition de Bruxelles, sans date,

Les sieurs Tréfous, Nens et Dams, au nom de certains membres du Touring Club de Belgique demandent que l'on prenne des mesures pour protéger le site de la Warche.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux Publics.*

19. 3007. Par pétition datée de Louvain, le 2 mars 1925,

Le sieur Prémont, Follien, interné à la prison centrale de Louvain demande une commutation de peine.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

20. 3008. Par pétition de Montigny-le-Tilleul, datée le 28 février 1925,

Au nom d'un groupe d'employés, le sieur Wauters, à Tamines, demande d'avancer l'âge de la mise à la retraite des employés.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale.*

21. 3009. Par pétition d'Anderlecht, datée le 28 février 1925,

Le conseil communal d'Anderlecht demande l'établissement de moyens de communications plus pratiques entre les communes limitrophes de la gare du Midi.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.*

22. 3010. Par pétition de Bouffioulx, datée le 3 février 1925.

Le conseil communal de Bouffioulx émet le voeu de voir le Parlement maintenir aux fonctionnaires et ouvriers des Chemins de fer de l'État, résidant en cette commune, l'indemnité de résidence dont ils ont bénéficié jusqu'ici.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre des Finances.*

(6)

(N° 215.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSAAR 1924-1925.

COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCHRIFTEN (FEBRUARI 1925)

LIJST TOT OP 10 MAART 1925

VERZOEKSCHRIFTEN DOOR DE COMMISSIE ONDERZOCHT

Nummers Nummers
van van het register voor
de lijst. de verzoekschriften.

- | | |
|----|---|
| 1. | 2963. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 28 Januari
2970. 1925,
2974. Vraagt de Voorzitter van de Geneeskundige Faculteit
2978. der Vrije Hoogeschool, te Brussel, dat — in het belang
3001. der Wetenschap — de vivisectie niet kunne verboden
worden. |
|----|---|

Zelfde verzoekschrift vanwege de heeren Dewaele, oudste lid van de Geneeskundige Faculteit der Hoogeschool, te Gent; D'Hollander, secretaris van de Geneeskundige Faculteit der Hoogeschool, te Leuven; Pelsegneer, bestendig Secretaris van de Koninklijke Academie van België (klasse der Wetenschappen); Gratia, namens den Academischen Raad van de Staats-Vecartsenijschool, te Cureghem.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

- | | |
|----|--|
| 2. | 2966. Bij verzoekschrift zonder dagtekening,
Vraagt Mevrouw Hélène Bisschop-David, te Aken, het
aannemen eener verklaringswet, krachtens dewelke het
herkrijgen van de hoedanigheid van Belg, voor de gehuwde
vrouwen als gevolg zou hebben, de ophessing — van
rechtswege — der sequestratie. |
|----|--|

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

Nummers
van
de lijs.
Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

3. 2967. Bij verzoekschrift, gedagteekend 15 Januari 1925.
 Vragen de heeren Levèque en Doornaert, secretarissen van den Nationalen Bond der Weggevoerden van België de tusschenkomst van het Parlement om sommige hunner eischen te verwezenlijken.
- BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.*
4. 2968. Bij verzoekschrift uit Visé, gedagteekend 25 Januari 1925,
 Vragen de Voorzitter en Secretaris van de afdeeling Visé en omstreken van den Nationalen Bond der oud-strijders, te Visé, de intrekking van het Koninklijk besluit van 16 December 1924, waardoor het voordeel der wet van 3 Augustus 1919 tot toekenning van sommige openbare ambten aan de oudstrijders wordt ontrokken.
- BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.*
5. 2972. Bij verzoekschrift uit Antwerpen, gedagteekend 5 Februari 1925,
 Vraagt de heer Verschuren, klerk-redacteur bij het bestuur van Bruggen en Wegen, als tijdelijk beampte in dienst getreden in 1914 en vast benoemd in 1919, de terugwerkende kracht overeenkomstig de dienstjaren die hij zou gehad hebben zonder de oorlogsgebeurtenissen.
- BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Landbouw en Openbare Werken.*
6. 2977. Bij verzoekschrift uit Mont Haut-Fays, zonder dagtekening,
 Vraagt de heer Théophile Jacques, te Haut-Fays, de tusschenkomst der Kamer in eene gerechtszaak.
- BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*
7. 2980. Bij verzoekschrift uit Sars-la-Bruyère, gedagteekend 7 Februari 1925,
 Vraagt de gemeenteraad van Sars-la-Bruyère de tusschenkomst der Kamer om machtiging te bekomen voor een dienst van motorrijtuigen op de buurtlijn Eugies-Aulnois.
- BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen, Zeewegen, Posterijen en Telegrafen.*

- | Nummers
van
de lijst. | Nummers
van het register voor
de verzoekschriften. |
|-----------------------------|--|
| 8. | <p>2981. Bij verzoekschrift uit Antwerpen, gedagteekend 7 Februari 1925,</p> <p>Verzendt de heer Gillard, Victor, eere-majoor van de gendarmerie, naar de Kamer een zeker getal verzoekschriften uitgaande van in dienst zijnde of gepensioneerde gendarmen en van weduwen van gendarmen, die de herziening vragen van de wet van 25 Augustus 1920, tot regeling der dotatie van de oudstrijders.</p> <p>BESLUIT : <i>Te verwijzen naar den Minister van Landsverdediging.</i></p> |
| 9. | <p>2982. Bij verzoekschrift uit Bergen, gedagteekend 22 Februari 1925,</p> <p>Vraagt de heer Scampaert, Frans, te Bergen, dat zijn vader zou worden vrijgelaten uit het krankzinnigengesticht te Doornik.</p> <p>BESLUIT : <i>Te verwijzen naar den Minister van Justitie.</i></p> |
| 10. | <p>2985. Bij verzoekschrift uit Luik, zonder dagtekening.</p> <p>Vraagt de heer Debarsy, namens tijdelijke Staatsbeamten, oudstrijders en invaliden, weddeverhoging voor deze categorie beambten.</p> <p>BESLUIT : <i>Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.</i></p> |
| 11. | <p>2986. Bij verzoekschrift uit Borgerhout-Antwerpen, gedagteekend 4 Februari 1925,</p> <p>Vraagt de heer Mondelaers, te Borgerhout-Antwerpen, dat de oudstrijders worden gelijkgesteld met de invaliden wat betreft de wedderegeling van het einde der loopbaan.</p> <p>BESLUIT : <i>Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.</i></p> |
| 12. | <p>2987. Bij verzoekschrift uit Gent, gedagteekend 42 Februari 1925,</p> <p>Vraagt de heer Nolf, Maurits, klerk-redacteur bij het bestuur van Bruggen en Wegen, te Gent, dat het pensioen wegens dienstjaren bij het leger geheel zou kunnen worden getrokken tegelijk met de Staatswedde, wanneer de betrokken persoon verplicht is geweest zijne militaire loopbaan te verlaten wegens oorlogsverwondingen.</p> <p>BESLUIT : <i>Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.</i></p> |

Nummer **Nummer**
van **van het register voor**
de lijst. **de verzoek-christen.**

13. 2989. Bij verzoekschrift uit Luik, gedagteekend 18 Februari 1925,

Vraagt de heer De Pauw, secretaris van het arrondissementscomiteit Luik, van den Nationalen Bond der militair vermindten en oorlogsinvaliden :

1^o de intrekking van het Koninklijk besluit van 16 December 1924, waardoor het voordeel der wet van 3 Augustus 1919 niet meer wordt verleend aan dé oudstrijders in zake toekenning van sommige openbare ambten ;

2^o de vertegenwoordiging van het nationaal comiteit der oorlogsinvaliden in de Bestuurs-commissie van de Nationale Pensioenkas.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.

14. 2991. Bij verzoekschrift uit Alle a/Semois, gedagteekend 23 Februari 1925,

Klaagt de heer Baudouin, Ernest, Gaston, oorlogsinvalid, te Alle a/Semois, over den graad van invaliditeit hem door de Commissie toegekend.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Landsverdediging.

15. 2993. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 20 Februari 1925,

Vragen de heren Desorgher en Verbruggen, respectievelijk voorzitter en secretaris van den Nationalen Bond der Staatsgepensionneerden, te Brussel, de spoedige neerlegging en goedkeuring van een wetsontwerp op de percequatie der pensioenen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.

16. 2997. Bij verzoekschrift uit Brussel, zonder dagtekening,

Vraagt de heer Donnay, te Brussel, pensioensverhoging voor de bloedverwanten in opgaande linie, de weduwen en de afstammelingen van soldaten die tijdens den oorlog zijn gesneuveld.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Landsverdediging.

Nuunmers **Nummers**
van **van het register voor**
de lijst. **de verzoekschriften.**

17. 3000. Bij verzoekschrift uit Heyst-aan-Zee, gedagteekend
 3002. 23 Februari 1925,
 3011. Vraagt de gemeenteraad van Heyst-aan-Zee dat de bakkerijen van de kust het voordeel kunnen genieten van de slotbepaling van artikel 8 der wet op den 8-urendag en der 48-urenweek, gedurende het tijdsverloop van 1 Mei tot 31 October, daar dit beroep den invloed der seizoenen ondergaat.

Zelfde verzoekschrift vanwege de gemeenteraden van Blankenberghe, Middelkerke, Breedene, Knocke-aan-Zee, Nieuwpoort en De Panne.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale voorzorg.

18. 3003. Bij verzoekschrift uit Brussel, zonder dagtekening,
 Vragen de heeren Tréfous, Nens en Dams, namens sommige leden van den Touring Club van België, dat men maatregelen zou treffen om het natuurschoon van de Warche te beschermen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Landbouw en Openbare Werken.

19. 3007. Bij verzoekschrift uit Leuven, gedagteekend 2 Maart 1925,
 Vraagt de heer, Prémont, Follien, opgesloten in de gevangenis te Leuven, dat zijne straf in eene andere wordt veranderd.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

20. 3008. Bij verzoekschrift uit Montigny-le-Tilleul, gedagteekend 28 Februari 1925,
 Vraagt de heer Wauters, te Tamines, namens verscheidene beambten, dat de leeftijd van de op pensioenstelling worde vervroegd.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg.

21. 3009. Bij verzoekschrift uit Anderlecht, gedagteekend 28 Februari 1925,
 Vraagt de gemeenteraad van Anderlecht meer praktische

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften
--------------------------------------	--

verkeersmiddelen tusschen de belendende gemeenten van
de Zuidstatische onderling.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen, Zeewesen, Posterijen en Telegrafen.

22. 3010. Bij verzoekschrift uit Bouffioulx, gedagteekend 3 Februari 1923,

Drukt de gemeenteraad van Bouffioulx den wensch uit,
dat het Parlement de ambtenaren en werklieden bij de
Staatsspoorwegen, in deze gemeente verblijvende, in het
genot zou laten van de standplaatsvergoeding welke zij tot
nog toe genoten hebben.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.

